

LA *note* DE L'ANECR #3

Les *documents* issus du
19^{ème} Congrès de l'ANECR

Résolution de Congrès

Les élections municipales de 2020 auront lieu dans cinq mois, dès les 15 et 22 mars prochain. Il s'agit d'une échéance électorale capitale, aux enjeux politiques déterminants au niveau local comme au plan national. Les Maires sont les élus préférés des Français. La commune est le premier espace démocratique. En proximité avec les citoyen.nne.s, elle est un atout considérable pour résister aux politiques régressives et construire les nouvelles solidarités. Elle est un outil précieux pour développer le service public et inventer des politiques publiques novatrices. La commune reste le premier des biens communs. Chacun et chacune, petit.e.s et grand.e.s s'y expriment à leur manière ; lieu de vie, de travail, de loisirs, elle représente un espace symbolique et pratique, point d'ancrage de l'action publique, lieu d'émancipation des personnes et des familles. C'est la raison pour laquelle l'élection municipale exige la mobilisation de l'ensemble des femmes et des hommes de notre sensibilité politique. Elle requiert que les 6700 élu.e.s qui composent notre réseau abordent ce grand temps fort démocratique avec détermination, forts d'une organisation structurée et renouvelée.

Le scrutin municipal de 2020 est d'autant plus crucial que l'échelon communal est menacé. D'abord en tant qu'institution : depuis plusieurs décennies maintenant, les libéraux s'attaquent sans relâche à cette exception française des 34 968 communes qui enracinent la République sur chaque parcelle du territoire. Regroupements forcés, intercommunalisation au pas de charge, créations d'entités technocratiques, tout est fait pour distendre la relation unique des citoyens avec leurs élus municipaux. Au maillage territorial issu de la Révolution fondé sur la triade commune-département-État, les libéraux substituent des ensembles plus lâches, métropole-grande région-Europe. Leur modèle est celui des vastes clusters, ces « pôles de compétitivités » se vouant une concurrence féroce entre eux au détriment de l'égalité territoriale.

Mais c'est avec l'arme budgétaire que les gouvernements successifs s'emploient à affaiblir le plus les communes. D'année en année, les dotations aux collectivités sont autoritairement réduites, en même temps que leur spectre de compétence s'accroît. Après avoir subi une cure d'austérité de 13 milliards d'euros d'économies sous le quinquennat Hollande, elles doivent se voir amputés de 13 nouveaux milliards sur décision d'Emmanuel Macron. Nos communes sont devenues la variable d'ajustement des gouvernements soucieux d'obéir aux injonctions européennes. Les résultats de ces choix désastreux sont clairs : moins de services rendus aux populations, moins de proximité avec les citoyens, moins d'emploi local et d'activité économique pour nos territoires.

Malgré ces contraintes croissantes, les communes sont des lieux démocratiques dans lesquels les hommes et les femmes qui composent le grand réseau de l'ANECR innovent au quotidien. Instauration de budgets participatifs permettant aux citoyens de trancher les projets à financer (Montreuil), implantation d'un centre de santé (Grigny), aide à l'installation de cabinet médical en zone rurale (Saint-Amant-roche-savine), mise en place d'une complémentaire santé communale (Allonnes), « check-up » santé offert

aux jeunes de 18 ans (Villeneuve-Saint-Georges), création d'un relais des assistantes maternelles (Gentilly), mise à disposition de locaux et de moyens humains et technologiques pour aider les élèves en difficulté (Gennevilliers), municipalisation de l'eau avec gratuité des trente premiers mètres cubes consommés (Roquevaire), aide au développement d'entreprises de l'économie sociale et solidaire (Tarnos), mise en place avec la métropole de chaudières à biomasse pour accroître la part des énergies renouvelables (Vénissieux), 50 % de repas bios dans les cantines municipales (Martigues), projets innovants de démocratie locale et de concertation avec les habitants (Dieppe, La Courneuve), mise en place d'un permis de louer contre l'habitat indigne (Aubervilliers)... Cette liste nécessairement partielle de politiques publiques audacieuses ne rend pas suffisamment justice de l'immense diversité des chantiers menés par les élu.e.s communistes et républicains.

Partout où les électrices et les électeurs nous ont fait confiance, comme élu.e.s d'opposition comme dans les villes ou les villages dont nous avons la responsabilité, nous sommes à pied d'œuvre pour répondre aux immenses besoins qui s'expriment. Chaque fois, nous le faisons avec pour seule boussole le progrès social et la volonté de retisser des solidarités face au rouleau-compresseur du capitalisme libéral. L'enjeu des élections de mars sera d'essayer des actes et orientations que les communistes sont capables de mettre en œuvre dans les territoires, à partir des multiples expériences et réalités concrètes. L'expérience accumulée doit bourgeonner et nourrir les campagnes menées aux quatre coins de la France. L'ANECR doit pouvoir jouer ce rôle de coopérative de formation où les pratiques bénéfiques sont mises en commun et transmises à chacun.e.

Nous aborderons les élections municipales avec plusieurs grands axes de batailles à mener et forts de propositions à verser au débat. D'abord la défense de la commune, élément de base de la République, en agissant pour une véritable autonomie politique. Ensuite la lutte contre l'application de l'austérité, à travers la nécessaire mobilisation contre les baisses de dotations aux collectivités territoriales. Enfin la promotion d'un nouvel essor des services publics locaux, à l'image de la gratuité des transports en commun, grand combat du XXI^e siècle alliant impératif écologique et impératif social, et qui a d'ores et déjà fait la démonstration de sa viabilité et de son efficacité là où elle est mise en place.

Pour être utile et agile dans les batailles à venir, notre association va se transformer. Il est proposé de créer une nouvelle association d'élus communistes et républicains, née du mariage entre l'ANECR et le CIDEFE. En effet, l'ANECR est à ce jour la seule association d'élus politiquement identifiée à ne pas être centre de formation. Le mariage entre les deux associations permettra à l'ANECR de se doter de l'expertise du CIDEFE, et au CIDEFE de renouveler sa raison d'être en pérennisant et développant des actions de formation auprès du plus grand nombre d'élus.e.s. Cette union vise à favoriser l'efficacité, l'innovation et le foisonnement d'idées.

Cette situation nouvelle créera les conditions de nouveaux moyens – humains, financiers, politiques, de formation, de communication – en adéquation avec son projet de rassembler les élu.e.s communistes et leurs partenaires, de favoriser l'action collective et le partage d'expérience. La structuration de cette association d'élus.e.s pourra être pensée en cohérence avec son statut associatif. Un nouvel organigramme (Conseil d'Administration, Bureau, Président.e et secrétaire général.e, Assemblée générale...) devra être défini pour répondre aux objectifs définis collectivement.

Il s'agit donc bel et bien de construire un outil nouveau, pleinement adapté à la réalité de notre activité politique et de formation, cohérent avec notre ambition de tissage et de déploiement du réseau des élu.e.s communistes et républicains. Cette refonte marque une nouvelle étape dans notre travail de redéfinition et de modernisation de nos outils, afin qu'ils permettent aux femmes et aux hommes engagés pour un monde meilleur de se former davantage et d'agir chaque jour un peu mieux dans l'intérêt de tous.

Pour construire des majorités de progrès aux élections municipales

Paris, 5 octobre 2019

Réuni·e·s à l'occasion de leur congrès, les élu·e·s communistes et républicains entendent riposter fermement à l'offensive politique d'Emmanuel Macron. En effet, le pouvoir tente d'organiser cet automne un grand nombre de reculs sociaux majeurs pour le pays et pour nos territoires. Destruction de notre système de retraites par répartition, baisse des allocations chômage (à hauteur de 3,4 milliards d'euros sur la période 2019-2021), réforme du mode de calcul des APL (moins 1000 euros en moyenne par famille sur un an), baisse des dotations aux collectivités (avec une nouvelle coupe de 250 millions d'euros)... avec des impacts directs sur les communes, la qualité des services publics et les politiques de proximité.

Dans ce contexte, les prochaines élections municipales de mars constitueront un moment-clé d'élaboration politique pour résister à ces attaques, engager des choix de gestion progressiste à l'échelon communal et construire des alternatives au libéralisme.

Nous le savons d'ores et déjà, Emmanuel Macron a l'intention de faire élire des maires qui ne seront que des préfets, envoyés par et pour l'Élysée et chargés d'orchestrer au niveau municipal les régressions sociales imposées d'en haut. Leur projet est clair : en finir avec la commune, véritable bouclier social, lieu où s'organisent solidarités et services publics au plus près des populations. Pour y parvenir, le pouvoir accélérera aussi bien l'intercommunalisation forcée que le siphonage des dotations aux collectivités.

Partout, les élu·e·s communistes et républicain·e·s sont à pied d'œuvre pour s'opposer à ces attaques. Chaque fois que c'est possible, ils travaillent à garantir aux populations un haut niveau de services publics et de prise en compte des besoins sociaux qui s'expriment de façon criante.

Dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos villages, nous défendons des politiques audacieuses, porteuses d'espoir et d'innovation. Nous promovons une action municipale du quotidien et de proximité impliquant démocratiquement les citoyen·ne·s. Ainsi, à l'occasion des élections de mars, nous entendons porter partout un nouvel essor des services publics locaux, pilier de l'égalité. A l'image de l'extension de la gratuité des transports en commun, grand combat du XXI^e siècle alliant impératif écologique et impératif social.

Aussi, décidés à lancer rapidement la contre-offensive au macronisme, nous appelons au rassemblement de toutes les forces de gauche pour bâtir et mettre en débat avec les citoyen·ne·s des projets municipaux ambitieux, porteurs de droits renforcés et nouveaux. Faisons pour ces élections municipales de mars la démonstration que la gauche est utile aux Français·e·s !